

LECO

de la semaine

10 au 16 Janvier 2026



SOMMAIRE

Énergie - Le financement reste le principal obstacle.....	2
Pêche illégale - Une cargaison de langoustes saisie à Toamasina.....	2
Taxes sur les véhicules - Le nouveau barème entre en vigueur	3
Nosy-Be : Hausse de 13 % des arrivées touristiques sur la destination	4
Exportation : La filière vanille menacée par le dumping et le blanchiment d'argent.....	4
Accès à l'emploi des jeunes : lancement de « e-Zah Asa »	5
États-unis - Le Congrès passe au vote sur l'extension de l'Agoa	5
Exportation - Les licences d'or augmentent	6
Coopération - Une délégation du FMI reçue à Mahazoarivo.....	7
Dépréciation de l'Ariary : « C'est dû à une forte demande de devises pour les importations », explique le Pr Olivaniaina Rakoto Davida, président du CREM	7
Pisciculture : Un objectif de 50 000 tonnes de production annuelle	8
SPIRFAN : La deuxième ferme de production de spiruline de Madagascar à Antsirabe	8
Mitao Forecast : Une solution innovante réduisant les accidents en mer	9
Programme AFAFI-Nord : Remise de 2 000 équipements agricoles modernes aux producteurs	10
Filière riz : Homologation de six nouvelles variétés de semences	10
Exportation de crabes vivants : la saison 2026 s'ouvre avec deux entreprises	11
Relance économique : renforcer la coordination entre l'Etat et le secteur privé	11
Partenariat – Madagascar sollicite les capitaux et l'expertise émiratis pour sa transition énergétique	12
Perspectives économiques - Ramiarison prévoit une croissance de 6 % en 2026	12
Financement des PME : Investissements de la SFI dans ADENIA Partners.....	13
JIRAMA : Le Gal Rasolomanana Hajatiana nommé DG par intérim, Fin de mission pour Ron Weiss	13
Vakinankaratra : Maro ny fotodrafitrasa vita	14
Pénurie d'œufs : à quelles conditions peut-on installer un poulailler chez soi ?	15
Secteur énergie - Le FMI en mission d'évaluation à Madagascar.....	16
Artisanat - Tefy Hambinintsoa Ranaivo, le bâtisseur qui croyait en l'humain	16
Techfest 2025 : Madagascar dans le Top 10 mondial, Orange et STEM for Good accélèrent.....	17
Secteur aérien : Air Madagascar et Madagascar Airlines démentent les allégations de vente d'actifs	17
CEO Summit 2026 : Antananarivo ouvre de nouveaux horizons économiques	18

Énergie - Le financement reste le principal obstacle

IRINA TSIMIJALY | 12 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le principal frein à l'accès à l'électricité n'est plus technique mais financier. Seule une mobilisation accrue de fonds publics et privés permettra de généraliser l'électricité et de développer des solutions décentralisées pour les foyers.

Un accès limité. Le rapport Financing Electricity Access in Africa, publié par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) en octobre, alerte sur le retard de l'Afrique subsaharienne dans l'accès à l'électricité. Selon l'AIE, près de 620 millions de personnes restent aujourd'hui hors réseau, avec des zones rurales particulièrement touchées. « Les populations rurales restent les plus exclues de l'électrification », indique le rapport, qui met en avant les inégalités régionales.



Pour atteindre l'accès universel d'ici 2030, l'AIE estime qu'il faudra mobiliser 15 milliards de dollars par an, soit un total de 150 milliards de dollars sur la période. En ce qui concerne Madagascar, le rapport souligne que le modèle uniquement public est insuffisant. « Le modèle public seul ne suffit pas à construire les infrastructures nécessaires », insiste l'AIE, qui recommande une finance mixte, combinant fonds publics et investissements privés.

À Madagascar, l'accès rural à l'électricité reste faible, avec un taux estimé à 14,6 % en 2023 selon Trading Economics. Les solutions décentralisées, comme les mini-réseaux et les systèmes solaires domestiques, sont particulièrement

adaptées aux zones éloignées et permettent d'éviter les coûts élevés de raccordement au réseau national.

La finance mixte

Mais ces projets exigent un cadre réglementaire clair et des incitations publiques pour attirer les investisseurs privés.

Le rapport de l'AIE insiste sur l'importance d'une combinaison entre capital public et privé : les fonds publics servent aux subventions, garanties et financements initiaux, tandis que le capital privé investit directement dans les infrastructures. « En partageant les coûts, l'État et les partenaires internationaux peuvent attirer de nouveaux capitaux et sécuriser les projets malgré des budgets limités », précise le rapport.

Pour l'année 2026, le gouvernement malgache a prévu un budget de 646 milliards d'ariary pour le secteur de l'énergie, sur un budget total de 15 784,3 milliards d'ariary. Cette enveloppe couvre l'électrification, les énergies renouvelables et la modernisation du réseau.

Le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Ny Ando Jurice Ralitera, a partagé un bilan de ses deux premiers mois à la tête du ministère. Selon lui, « jusqu'ici, le travail a porté sur le renforcement du réseau, le transport et la distribution, la mise en route des groupes électrogènes et la gestion des réseaux interconnectés d'Antananarivo, ce qui permet un meilleur accès dans la grande ville ».

La situation reste toutefois très inégale. « Même à seulement 50 km de la grande ville, les coupures reprennent, et dans certaines régions comme l'Itasy, elles peuvent durer plus de 24 heures », précisent le rapport et le ministère. Pour y remédier, le ministre prévoit de développer des kits solaires pour les ménages afin d'assurer l'autonomie énergétique des foyers.

Pêche illégale - Une cargaison de langoustes saisie à Toamasina

IRINA TSIMIJALY | 12 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lors d'opérations de contrôle à Toamasina en décembre 2025, le Centre de Surveillance des Pêches (CSP) a saisi 7 tonnes de langoustes, dont 2 441 kg ne respectaient pas les normes de taille et provenaient d'une entreprise sans autorisation d'exportation.

Les autorités malgaches ont saisi 7 491 kg de langoustes lors d'une opération de contrôle en fin de mois de décembre. Le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue a expliqué que ces langoustes étaient destinées à l'exportation mais « n'étaient pas accompagnées des autorisations nécessaires », ce qui constitue « une violation flagrante de la législation halieutique ».

Le ministère a précisé : « Il y a déjà eu des saisies à Tolagnaro, et maintenant c'est à Toamasina ». Sur les 7 tonnes saisies, 2 441 kilogrammes ne respectaient pas les

normes en vigueur, et en raison de leur taille non réglementaire, seuls les produits issus de la pêche réglementaire et respectant les tailles minimales ont été vendus, et les recettes ont été versées au Trésor, tandis que « ceux qui ne respectent pas les tailles réglementaires seront confisqués et envoyés aux associations caritatives ».

Surveillance renforcée

Le ministère rappelle également que plusieurs pêcheries sont soumises à des périodes de fermeture, comme

celles des crevettes, qui ne seront rouvertes qu'au mois de mars. Même lorsque la pêche est autorisée, « il existe toujours des tailles et normes à respecter », notamment pour les crabes.

Le Centre de Surveillance des Pêches a diffusé les informations sur la saisie et a confirmé que « les langoustes n'avaient aucune autorisation d'exportation ». « La surveillance des quotas et des captures est désormais renforcée », a ajouté le ministère.

Le marché mondial de la langouste reste très dynamique, avec une forte demande internationale. Selon les experts, « le marché mondial devrait atteindre plus de 8 milliards de dollars en 2024 », avec une croissance continue en Asie et en Europe. Les principaux consommateurs sont la Chine, Hong Kong, le Japon, les États-Unis et plusieurs pays européens.

Madagascar exporte actuellement environ 400 à 460 tonnes de langoustes par an, ce qui le place parmi les

exportateurs régionaux modestes mais significatifs. « Notre pays reste un acteur important dans l'océan Indien, même si nous ne rivalisons pas encore avec l'Afrique du Sud ou le Mozambique », soulignent les spécialistes du secteur. Ces derniers pays exportent régulièrement vers l'Europe, l'Asie et les États-Unis et représentent une concurrence directe pour Madagascar.

Le ministère rappelle que « tout produit de la mer doit être pêché dans le respect des quotas et des réglementations en vigueur ». La traçabilité et le respect des règles sont essentiels pour maintenir la réputation de Madagascar sur les marchés internationaux et pour assurer « un développement durable et responsable de la filière ».

Les experts insistent également sur la nécessité de mieux répartir les quotas et de renforcer le suivi des captures pour « protéger les ressources tout en développant la filière de manière responsable ».

Taxes sur les véhicules - Le nouveau barème entre en vigueur

IRINA TSIMIJALY | 12 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pour cette année, tous les propriétaires de véhicules à moteur à Madagascar sont soumis au nouveau barème annuel de la taxe sur les véhicules. Cette taxe, qui s'applique à toutes les voitures particulières, utilitaires, motos, scooters, bateaux motorisés et aéronefs immatriculés, est calculée selon l'âge, la puissance fiscale et le type d'énergie du véhicule.

Le montant de la taxe varie de 5 000 à 340 000 ariary par an. Plus un véhicule est ancien ou puissant, plus la taxe est élevée. Le type de carburant influence également le tarif : essence, diesel, hybride ou électrique.

Exemples de taxes selon le type de véhicule et l'âge : les véhicules essence de 1 à 4 CV paient entre 15 000 ariary (moins de 5 ans) et 115 000 ariary (plus de 20 ans), les véhicules diesel de 5 à 9 CV entre 40 000 et 140 000 ariary, et les véhicules hybrides ou électriques de 13 à 15 CV entre 60 000 et 160 000 ariary. Des tarifs particuliers sont également prévus pour les bateaux de plaisance et les aéronefs.

Cette taxe annuelle doit être payée par tous les propriétaires de véhicules, qu'ils les utilisent à titre privé ou professionnel. Les exemptions concernent uniquement les ambulances, véhicules des pompiers, véhicules administratifs ou ceux bénéficiant de conventions internationales. Pour rappel, en cas de retard ou de non-paiement, des sanctions strictes sont prévues, allant de l'amende à la saisie conservatoire du véhicule en cas de récidive.

Si certains reconnaissent l'utilité fiscale de cette taxe, d'autres expriment leur frustration, notamment concernant l'état des routes. Un citoyen souligne : « C'est bien de rétablir cette taxe, mais les routes à Madagascar devraient également être toutes goudronnées, que ce soit en ville ou à la campagne, partout dans le pays ! L'argent que l'État prélève sur tous les véhicules devrait servir à réparer et améliorer les routes, afin qu'elles soient en bon état, sans nid-de-poule ni obstacles dangereux ».



Cette réaction reflète un sentiment largement partagé : si la taxe a pour objectif de responsabiliser les propriétaires et de sécuriser les recettes publiques, les citoyens attendent en retour une amélioration concrète des infrastructures routières.

Nosy-Be : Hausse de 13 % des arrivées touristiques sur la destination

NAVALONA R. | 12 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Nosy-Be affirme son identité en tant que destination phare sur la scène touristique internationale.

L'an dernier, l'Office régional du tourisme de Nosy-Be a enregistré 264 604 passagers ayant transité par l'aéroport de Nosy-Be. Une hausse de l'ordre de 13 % du nombre de touristes ayant visité la destination a ainsi été observée, par rapport à 2024. Cette progression reflète la confiance des voyageurs, tant nationaux qu'internationaux, envers la destination. Il s'agit également du fruit d'un travail collectif entre toutes les parties prenantes visant à renforcer la promotion de Nosy-Be, en dépit de la situation politique de Madagascar depuis le 25 septembre 2025. Expériences authentiques



Cette performance est également une source de fierté pour Nosy-Be, selon l'agence de promotion de cette destination régionale. « Elle témoigne de la capacité de l'île à se structurer, à se réinventer et à valoriser durablement ses atouts, tout en affirmant son identité sur la scène touristique internationale. En effet, la destination séduit des voyageurs toujours plus diversifiés. Voyageurs nationaux et visiteurs internationaux y trouvent des expériences authentiques, portées par des paysages emblématiques, une culture vivante et une offre touristique en constante évolution. Cette dynamique renforce le positionnement de Nosy-Be comme une destination majeure à Madagascar : attractive, crédible et tournée vers l'avenir. L'année 2025 confirme ainsi que Nosy-Be n'est plus une simple escale, mais une destination à part entière, confiante, ambitieuse et prête à accueillir un public toujours plus

large », indiquent les responsables. Les opérateurs touristiques locaux se disent davantage motivés à affronter cette nouvelle année, qui s'annonce bien grâce à l'augmentation du nombre de bateaux de croisière faisant des escales sur cette île depuis l'ouverture de la saison, tout récemment. De nombreuses infrastructures hôtelières et de restauration y poussent également, en vue d'améliorer la capacité d'accueil de la destination.

Désaccord

Malgré cette dynamique d'attraction sur l'île aux Parfums, la destination fait encore face à de nombreux défis. Les opérateurs touristiques locaux les ont soulevés lors de leur rencontre récente avec la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Lily Rafaralahy, en vue de trouver les solutions y afférentes. Il s'agit notamment de la lutte contre les acteurs informels, de la nécessité de la mise en place de la police du tourisme, de la valorisation des compétences locales, ainsi que des problématiques liées à l'accès à l'eau et à l'insécurité. Ensuite, la ministre de tutelle a effectué une descente sur terrain pour observer les réserves foncières touristiques dédiées à attirer des investissements aussi bien nationaux qu'étrangers. Elle a également rencontré les habitants de Nosy Sakatia pour connaître leurs préoccupations et attentes en matière de développement touristique local. Il convient de rappeler que l'île de Sakatia a fait l'objet de désaccords entre les communautés locales, soutenues par une organisation de la société civile, d'une part, et un promoteur de projet touristique, de l'autre, ces derniers temps. Force est pourtant de remarquer que Nosy Sakatia, surnommée « l'île aux Orchidées », séduit les voyageurs par son calme, ses plantations d'ylang-ylang et ses plages intimistes. Entre balades, snorkeling et rencontres locales, l'île offre une immersion authentique dans un art de vivre simple et sincère. Une destination idéale pour ceux qui recherchent nature, sérénité et authenticité, sans oublier la découverte de la biodiversité marine, pour ne citer que les tortues marines.

Exportation : La filière vanille menacée par le dumping et le blanchiment d'argent

R.EDMOND. | 12 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

La Refondation accuse un succès au niveau de la filière vanille, qui commence à se relever. Une relance malheureusement menacée par le dumping pratiqué par des acteurs qui s'adonnent visiblement à du blanchiment d'argent.

Des opérateurs de la filière vanille révèlent en effet que certains exportateurs proposent actuellement des offres à 10 dollars le kilo de vanille de la variété Cuts, d'un taux de vanilline de 1 % à 1,4 %.

Excessivement bas

Un prix à l'export qui n'est autre que de la vente à perte, si l'on se réfère au coût FOB du kilo de vanille exportable,

estimé à 16 dollars le kilo. Selon les données actuellement en vigueur, le kilo de vanille en vrac est à 40 000 ariary. Avec un taux de dessiccation de 5 %, le coût net est de 42 105. À cela s'ajoutent les frais de préparation de 14 400 ariary, l'emballage de 1 050 ariary, les frais de mise à FOB de 9 000 ariary et, enfin, les frais financiers de 4 991 ariary. Ce qui fait un prix de 71 146 ariary, soit environ 16 dollars le kilo. Or, d'après les opérateurs, il y a actuellement des offres entre 10 dollars et 15 dollars. Ce qui est très anormal puisque, la vanille étant une épice de luxe, son traitement exige de la technologie, une main-d'œuvre qualifiée et des frais importants ; la marge bénéficiaire pratiquée dans la filière est estimée par les professionnels entre 10 à 15 dollars. Ce qui fait un prix à l'export raisonnable de 25 dollars à 30 dollars, bien loin des 10 à 15 dollars pratiqués par les « dumpers ». « Comment peut-on pratiquer de tels prix excessivement bas ? », s'interrogent des exportateurs de vanille qui craignent qu'une telle pratique pourrait tout simplement faire retomber la filière vanille dans le gouffre de la crise.

Libéralisation sauvage

En effet, le dumping nuit véritablement aux opérateurs honnêtes qui continuent à pratiquer les prix normaux. Par ailleurs, les prix excessivement bas nuisent à la renommée de la vanille malgache qui reste, encore et toujours, le champion du monde de la qualité.

« Si les autorités ne prennent pas les mesures nécessaires pour arrêter le dumping, cela pourrait, une fois de plus,

compromettre l'avenir de la filière vanille de Madagascar et faire tomber à l'eau les efforts de redressement entrepris par le régime de la Refondation qui a eu le mérite d'avoir stoppé la situation de quasi-monopole qui a régné dans cette filière ». Certains opérateurs s'inquiètent par ailleurs des possibles méfaits d'une libéralisation sauvage.



« Avec la libéralisation, les professionnels de la filière peuvent maintenant opérer, mais il s'avère que certains exportateurs ayant bénéficié d'un agrément ne disposent pas des équipements réglementaires », s'inquiète-t-on dans le milieu. Une manière, en tout cas, d'en appeler au ministère du Commerce et de la Consommation pour que ce dernier prenne les mesures qui s'imposent afin de stopper les dérives qui pourraient tuer la filière vanille et noircir l'image du régime de transition.

Accès à l'emploi des jeunes : lancement de « e-Zah Asa »

SERA R. | 12 JANVIER | LES NOUVELLES

Les jeunes représentent 70 % des chômeurs du pays. Une situation qui a poussé le ministère du Travail, de l'emploi et de la fonction publique, à lancer une plateforme numérique pour l'emploi dénommée « e-Zah Asa ». « Cette plateforme numérique sera utile pour l'accès à l'emploi pour les jeunes et moderniser le marché du travail à Madagascar en servant d'interface entre les offres et les demandes », a fait savoir la ministre Bety Léonne Florent Soatiana, lors de la publication du site du MTefop à ce sujet au lancement de ce projet vendredi dernier. Elle souligne qu'il démontre la volonté du pays de progresser dans la mondialisation

et d'adopter les nouvelles technologies pour répondre aux besoins actuels des jeunes. En effet, la centralisation des données servira de couverture nationale des offres et des demandes. La plateforme sera ainsi un accès élargi aux opportunités et d'amélioration de la collecte d'informations afin d'élaborer des politiques efficaces contre le chômage. Dans cette optique, un accord a été signé pour la mise en place de « e-Zah Asa » entre le MTefop ainsi que l'entreprise Objectif-IF pour marquer la mise en œuvre de sa première phase. Selon le MTefop, l'opérationnalité totale de « e-Zah Asa » est prévue dans six mois.

États-unis - Le Congrès passe au vote sur l'extension de l'Agoa

IRINA TSIMIJALY | 13 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Ce texte vise à prolonger jusqu'en 2028 la Loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (Agoa), dont les dispositions avaient pris fin le 30 septembre 2025.

Une étape importante pour l'Agoa se joue actuellement aux États-Unis. La Chambre des représentants a entamé, ce lundi 12 janvier, le vote sur le projet de loi H.R. 6500, l'Agoa Extension Act. Ce texte vise à prolonger jusqu'en 2028 la Loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (Agoa), dont les dispositions avaient pris fin le 30 septembre 2025.

Pour Hery Lanto Rakotoarisoa, président du GEFP, « ce vote porte sur un renouvellement de trois ans. La procédure a été quelque peu accélérée, mais pour l'adoption du texte, il faut d'abord obtenir une majorité à la Chambre. Ensuite, le projet passera au Sénat ».

Le texte prévoit également une rétroactivité : « Les importateurs pourront récupérer les droits de douane payés depuis le 1er octobre 2025, à condition de déposer une

demande auprès des douanes américaines (CBP) dans les 180 jours suivant la promulgation de la loi ». Certains frais de douane techniques seraient, par ailleurs, prolongés jusqu'au 31 décembre 2031.

Cruciale

Après son adoption en commission en décembre 2025, le projet a été inscrit à l'ordre du jour de la séance plénière. Des publications spécialisées, telles que The Common Sense et Africa Intelligence, confirment que le débat et le vote sont en cours cette semaine.

Pour Madagascar, cette étape est cruciale. « Hier, une délégation malgache, composée notamment du ministre du Commerce et de la Consommation, Haingotiana Andriamadison, ainsi que de représentants du ministère, du GEFP et du ministère de l'Industrie, s'est rendue à Washington », explique Hery Lanto Rakotoarisoa. Le dossier est porté par l'ambassadrice Lantosoa Rakotomalala, qui « continue de se battre activement sur le terrain ».

Il s'agit de la troisième mission de négociation pour la Grande Île, prévue pour une durée d'une semaine. La

délégation mènera des actions de lobbying auprès des sénateurs américains afin de défendre les intérêts économiques du pays.

Une fois adopté par les deux Chambres, le projet de loi sera transmis au président des États-Unis. Celui-ci pourra soit le promulguer, ce qui le rendra immédiatement applicable, soit y opposer son veto. Dans ce dernier cas, le Congrès pourra passer outre avec une majorité des deux tiers dans chaque Chambre.

Cette procédure explique l'importance de la mission malgache : il ne suffit pas que le texte soit voté à la Chambre des représentants. Toutes les étapes doivent être franchies jusqu'à la promulgation afin que Madagascar bénéficie pleinement de l'extension de l'Agoa et des mesures rétroactives sur les droits de douane.

D'autres pays africains, comme le Lesotho, le Kenya ou la Tanzanie, suivent également de près le processus. Pour Madagascar, « l'issue de ce vote est déterminante pour sécuriser l'accès au marché américain, maintenir la stabilité des entreprises locales, offrir une meilleure visibilité sur plusieurs années et préserver la compétitivité », souligne Hery Lanto Rakotoarisoa.

Exportation - Les licences d'or augmentent

IRINA TSIMIJALY | 13 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Après près de trois ans de suspension, la délivrance des agréments de comptoirs d'or a repris à Madagascar, ravivant l'espoir pour le secteur aurifère et pour l'économie nationale. Entre 2016 et 2020, des licences avaient été régulièrement accordées. Mais en septembre 2020, l'État avait suspendu à la fois l'octroi des agréments et les activités d'exportation d'or, face à l'ampleur de la contrebande.



Cette suspension a été levée en 2023, après l'adoption d'une nouvelle version du Code minier. Depuis le 17 avril 2023, des agréments d'une validité d'un an ont de nouveau été délivrés. En 2024, trente sociétés ont déposé des dossiers auprès de la Centrale de l'or (COM). Parmi elles, toutes remplissaient les conditions requises et sont actuellement en attente de validation officielle par le Conseil des ministres. Ces licences permettront aux détenteurs d'acheter de l'or sur tout le territoire national, auprès des titulaires de permis d'exploitation (PE), des permis réservés aux exploitants artisanaux (PREA), ainsi que des collecteurs et groupements d'orpailleurs artisanaux.

Secteur clé

Selon le dernier rapport de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE Madagascar), publié le 31 décembre 2025, le secteur aurifère représente un secteur clé pour l'économie du pays. Entre 2020 et 2023, l'UN Comtrade recense près de 4,167 tonnes d'or exportées, malgré l'interdiction officielle. À l'inverse, l'Agence nationale de l'or n'a enregistré aucune exportation officielle sur la même période, mettant en relief le manque de transparence et la persistance des flux illicites.

Le rapport met également en avant les dispositifs mis en place pour améliorer la traçabilité : le Guichet unique d'exportation (GUE) réunit plusieurs administrations afin de contrôler les exportations légales, et des saisies importantes d'or et de pierres précieuses ont été réalisées à l'aéroport d'Ivato.

Du côté du ministère des Mines, on précise : « La reprise des agréments doit se faire dans la transparence totale. Nous voulons que chaque comptoir respecte la traçabilité de l'or et que l'État bénéficie enfin des revenus qu'il est en droit de percevoir ». Un autre responsable ajoute : « Notre objectif est de canaliser l'or vers des circuits légaux pour que le secteur artisanal ait un accès sécurisé au marché et que la contrebande soit progressivement réduite ».

Si les agréments sont délivrés et gérés correctement, les retombées pour Madagascar pourraient être significatives : augmentation des exportations officielles, meilleure valorisation de l'or, recettes fiscales et parafiscales stables, meilleur apport en devises pour la Banque centrale, renforçant les réserves en devises et la stabilité de l'ariary, et intégration des exploitants artisanaux dans l'économie formelle. Le rapport ITIE rappelle toutefois que le succès dépendra de la transparence et du contrôle strict des opérations.

Coopération - Une délégation du FMI reçue à Mahazoarivo

TSILAVINY RANDRIAMANGA | 13 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une délégation du Fonds monétaire international (FMI) est actuellement à Madagascar dans le cadre d'une mission de consultation.

Dirigée par Lonkeng Constant et comprenant notamment Eklou Kodjovi, représentant permanent du FMI dans le pays, la délégation a été reçue hier par le Premier ministre Herintsalama Rajaonarivelo au Palais d'État de Mahazoarivo.

Il s'agit de la première rencontre officielle entre les représentants du FMI et les autorités de la Refondation. Le chef du gouvernement en a profité pour présenter les priorités de l'exécutif ainsi que les grandes lignes de la politique générale de la Refondation, centrée sur la relance économique et la résilience sociale. Les discussions ont également porté sur les moyens de renforcer le soutien du FMI dans le cadre des programmes de relance économique,

notamment à travers des mécanismes de financement ciblés.

Le Premier ministre a déjà rappelé la position du gouvernement vis-à-vis des bailleurs internationaux lors de son intervention sur la chaîne nationale TVM en affirmant que « le pays ne peut pas encore se passer du soutien des partenaires financiers », tout en mettant en avant les contraintes économiques actuelles.

Continuité

Cette approche de continuité est déjà traduite dans la Loi de finances initiale (LFI) 2026, qui s'aligne sur les priorités des programmes du FMI, notamment la Facilité élargie de crédit (FEC) et la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), couvrant la période 2023-2027.

Dépréciation de l'Ariary : « C'est dû à une forte demande de devises pour les importations », explique le Pr Olivaniaina Rakoto Davida, président du CREM

NAVALONA R. | 13 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Une dépréciation continue de la monnaie locale par rapport aux devises de référence, notamment l'euro, est observée ces derniers temps.

Les cours de référence publiés par la Banky Foiben'i Madagasikara à la clôture de ses opérations d'hier sur le Marché interbancaire de devises (MID) indiquent que l'euro s'échange à 5 279 ariary, tandis que le dollar s'établit à 4 552 ariary. Selon le Pr Olivaniaina Rakoto Davida, président du Cercle de Réflexion des Économistes de Madagascar (CREM), « cette dépréciation continue de l'ariary est due à une forte demande de devises liée aux importations, conformément à la loi de l'offre et de la demande sur le MID. Bien que le déficit commercial affiche une baisse, les importations ont progressé plus rapidement que les exportations. Par ailleurs, les prix des produits importés ont fortement augmenté durant la période des fêtes de fin d'année ».

Spéculation. De son côté, il souligne que « l'offre de devises provenant des exportations et des financements extérieurs demeure insuffisante pour satisfaire cette demande, ce qui a entraîné une perte de valeur de la monnaie nationale par rapport aux devises de référence ». D'après un opérateur du secteur du change, certains exportateurs se sont retirés du marché en raison de la situation qui prévaut dans le pays depuis septembre 2025, ce qui a contribué à la diminution de l'offre de devises. En outre, le Pr Olivaniaina Rakoto Davida estime que la spéculation sur les devises constitue également un autre facteur aggravant de la dépréciation de l'ariary. « Certains opérateurs profitent des fluctuations des cours en retenant

des devises étrangères afin d'en tirer un bénéfice plus important », précise-t-il.



Mesures d'encadrement. Face à cette dépréciation persistante de l'ariary par rapport aux devises étrangères, le président du CREM préconise une révision de la politique de change menée par la Banque centrale de Madagascar, dans l'objectif de mieux stabiliser la monnaie nationale. À titre d'illustration, il suggère que « cette institution financière pourrait, entre autres, injecter des devises sur le marché interbancaire si elle dispose de réserves de change suffisantes. À défaut, des mesures d'encadrement du taux de change pourraient être mises en place, notamment par la fixation de taux planchers et plafonds pour les transactions en devises ». Il ajoute également qu'« il est nécessaire d'augmenter le rapatriement des devises issues des recettes d'exportation afin de combler cette demande en devises ».

Hausse des prix. Du côté des importateurs, nombreux sont ceux qui se plaignent de cette dépréciation de l'ariary, laquelle entraîne une hausse des prix des produits importés, notamment les denrées alimentaires et les biens de consommation courante. Or, le pouvoir d'achat des ménages ne cesse de se détériorer depuis plusieurs années, rendant l'écoulement des produits sur le marché

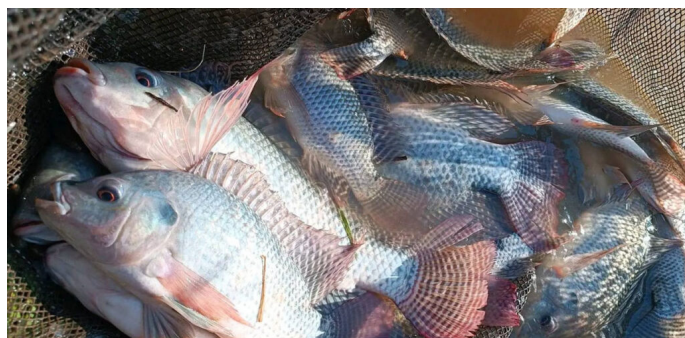
local de plus en plus difficile. Bien que la perte de valeur de la monnaie nationale soit censée améliorer la compétitivité des exportations sur le marché international, certains opérateurs soulignent que leurs coûts de production augmentent en raison de la hausse des prix des matières premières et des équipements importés.

Pisciculture : Un objectif de 50 000 tonnes de production annuelle

R.EDMOND. | 13 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Chant Kit Waye Jaco continue son périple dans la région Atsinanana. Samedi dernier, le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue était du côté du lac Rasoabe pour une visite qui s'inscrit dans le cadre des actions pour le développement de l'économie bleue dans cette région Est du pays.

Une visite de travail qui a eu son pesant d'or dans le développement de la pisciculture, puisqu'elle a marqué le lancement officiel des opérations de rempoissonnement pour l'année 2026.



Partenariat public-privé

Le ministre Chan Kit Waye Jaco a, en effet, procédé au rempoissonnement symbolique de 5 000 alevins de tilapia dans le lac Rasoabe. Une action sous le signe du partenariat public-privé, puisqu'elle a été réalisée en collaboration avec la société Tsara Tilapia. Spécialisée dans la pisciculture, cette société est actuellement engagée dans la phase finale d'évaluation précédant l'octroi d'une autorisation

définitive d'exploitation pour l'élevage de tilapia en cages flottantes. Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, le ministre n'a pas manqué de souligner que le projet de développement de la pisciculture s'inscrit pleinement dans la vision de l'État dont l'objectif est de promouvoir une pisciculture structurée et à grande échelle, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et au développement local. L'idée étant de procéder à une approche reposant sur un partenariat solide entre l'État et un opérateur privé, capable d'investir durablement au bénéfice des communautés locales.

Alternatives économiques viables

Il s'agit d'un modèle qui placera la pisciculture parmi les secteurs porteurs pour le développement socio-économique. Il ambitionne notamment de générer des emplois, en assurant un encadrement technique de proximité et un approvisionnement régulier en intrants, tout en garantissant des débouchés commerciaux pour les producteurs. Une manière, en somme, de poser les bases d'une aquaculture villageoise durable. À travers ce projet de développement de la pisciculture, le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue se fixe également comme objectif de réduire la pression exercée sur la pêche, en offrant des alternatives économiques viables aux activités de pêche traditionnelles. À terme, l'objectif est d'atteindre une production nationale de 50 000 tonnes de poissons en pisciculture, grâce à cette restructuration stratégique du secteur. Avec ce que cela suppose d'avantages et de gains pour les pêcheurs et les paysans, qui auront beaucoup plus d'opportunités d'accéder à une source de revenus stable et pérenne.

SPIRFAN : La deuxième ferme de production de spiruline de Madagascar à Antsirabe

R.EDMOND. | 13 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

La production de spiruline est un moyen efficace de lutter contre la malnutrition infantile. L'association Esperanza Joie des Enfants le démontre sur le terrain à travers sa ferme de production de spiruline installée à Antsirabe depuis 2015.

Andry Nirina Razafindraparany peut en être fier. Il a le privilège de diriger, en tant que directeur, la 2e plus grande ferme de production de spiruline à Madagascar.

Dénommée SPIRFAN, ou Spiruline Fanantenana, synonyme d'espérance, qui est aussi le nom que porte l'association Esperanza Joie des Enfants, cette unité, sise à Vohijanahary, en périphérie de la ville d'Antsirabe, est en effet le deuxième site de production de spiruline à Madagascar, en termes de superficie, après la SPIRMEN dans le Menabe.

Partenaires

« Grâce au soutien des partenaires, on a fait preuve de célérité dans le développement de la ferme », reconnaît Andry Nirina Razafindraprany. Parmi les partenaires de l'association Esperanza, on peut citer, entre autres, la Fondation de France et la Fondation d'Arfeuille, Lions Club International (Rueil-Malmaison), Lafarge-Holcim Madagascar, le Groupe EDF, le Mouvement international d'aide à l'enfance, Antenna France, mais aussi STAR Madagascar, dont l'apport, en tant que mécène, n'est pas négligeable. La décision de production locale de spiruline a été prise en 2013 pour répondre aux besoins nutritionnels des enfants. Le chantier a débuté en 2014 avec les six premiers bassins, qui ont donné les premières productions en octobre de la même année. Depuis, le chantier a connu un agrandissement progressif entre 2015 et 2022, avant la célébration, en 2024, du 10^e anniversaire de la ferme, au cours d'une cérémonie qui avait réuni les partenaires et différentes associations. Aujourd'hui, SPIRFAN compte 22 bassins d'une superficie totale de 1 320 m², le plaçant au deuxième rang des sites de production de spiruline de Madagascar.

Autonomie énergétique

SPIRFAN est également un exemple d'autonomie énergétique avec ses panneaux solaires, installés avec la collaboration d'EDF. La capacité de production actuelle de la ferme est de 150 à 180 kg par mois. « Notre objectif est de produire 2 000 kilos de spiruline par mois », précise le directeur du site. Un objectif qui sera atteint d'ici peu, puisqu'en 2025, SPIRFAN a produit 1 920 kg de cette micro-algue très riche en nutriments. La spiruline contient en effet des protéines jusqu'à ~65-70 % de son poids sec, des vitamines et des minéraux, du fer et des acides aminés essentiels, ainsi que de la phycocyanine, un pigment aux propriétés antioxydantes. Un complément nutritionnel destiné à combattre la malnutrition chez les enfants pensionnaires de l'association Esperanza Joie des Enfants. 70 % de la production sont en effet destinés aux centres de nutrition de l'association, qui dispose actuellement de 12 cantines scolaires. 30 % de la production sont vendus sur le marché pour assurer le fonctionnement de la ferme. Un exemple de réussite socioéconomique basée sur la bienfaisance.

Mitao Forecast : Une solution innovante réduisant les accidents en mer

NAVALONA R. | 13 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Le Système d'Alerte Précoce (SAP) de proximité Mitao Forecast a été mis en place dans 10 villages de la baie d'Ambaro, dans le district d'Ambilobe, depuis août 2023. Il s'agit d'une solution innovante à Madagascar qui utilise l'intelligence artificielle et des données météorologiques pour fournir des prévisions simplifiées aux communautés côtières, notamment les pêcheurs, réduisant drastiquement les accidents en mer grâce à des codes couleurs et des panneaux d'affichage. Pendant des générations, les communautés de pêcheurs ont dû s'appuyer exclusivement sur leurs expériences, leur intuition et l'observation directe des éléments pour décider du moment opportun pour partir en mer. Cette approche, bien que traditionnelle, exposait les familles à des dangers importants. Le Système d'Alerte Précoce (SAP) de proximité Mitao Forecast a ainsi été mis en place dans 10 villages de la baie d'Ambaro, à Ambilobe, en août 2023. Dans chacun des 10 villages, le même constat ressort : les panneaux d'affichage à code couleur simple (vert, orange, rouge) de Mitao Forecast sont désormais des outils structurants pour l'organisation quotidienne des activités liées à la mer. Les tableaux diffusent les informations et facilitent la planification des sorties en mer ; les prévisions influencent l'ajustement des prix des produits halieutiques. Outil de prévention multirisque. À l'origine conçu pour alerter uniquement sur les vents forts pour les pêcheurs, le dispositif a révélé un autre intérêt. C'est aussi un outil de prévention multirisque permettant d'anticiper les feux,

les cyclones et d'autres aléas ayant des impacts sur la vie économique locale. Mitao Forecast devient même un outil d'aide à la gestion des risques pour ces communautés côtières résidant aux alentours de la baie d'Ambaro.



« Quand l'Alizée arrive, toute la communauté d'Ankazomborona le sait désormais. Avant, nous ne comprenions pas toujours les risques que cela pouvait engendrer. Habitant près de la montagne, nous nous faisons souvent surprendre.

Aujourd'hui, grâce au panneau, nous connaissons à l'avance les périodes d'intensification du vent, ce qui nous permet de nous organiser. Parfois, nous évitons même de cuisiner pour réduire les risques de feu et nous nous assurons que nos enfants restent prudents », a expliqué Befasy Besoavina, chef fokontany d'Ankazomborona.

Programme AFAFI-Nord : Remise de 2 000 équipements agricoles modernes aux producteurs

NAVALONA R. | 14 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Le programme AFAFI-Nord (Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives), financé par l'Union européenne, intervient dans les régions de DIANA, SAVA et Analanjirofo en vue d'assurer un développement agricole durable.

Son principal objectif consiste à améliorer la gouvernance agricole, la productivité et la rentabilité des filières porteuses, telles que le riz, les cultures maraîchères et l'élevage de poulets, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux. Pour ce faire, le programme AFAFI-Nord a remis 2 000 équipements agricoles modernes au profit des 2 221 agriculteurs et pisciculteurs répartis au sein des 87 organisations paysannes opérant dans la région DIANA.



Trois filières porteuses sont ciblées, à savoir le riz, la banane et la pisciculture. Cette dotation en équipements agricoles modernes a pour but de booster la productivité et la rentabilité de ces filières tout en renforçant la sécurité alimentaire et en améliorant les conditions de vie des producteurs. La structuration des chaînes de valeur, d'une manière durable, de la production à la commercialisation des produits, est également de mise.

Booster la production. Parmi les équipements modernes qui ont été distribués à ces producteurs, près de 900

équipements sont utilisés pour le travail du sol. On peut citer, entre autres, les charrues et les sarcleuses. Plus de 400 autres équipements, tels que les pulvérisateurs et les motoculteurs, serviront à booster la production proprement dite, tandis que des motopompes et des pompes solaires vont permettre aux bénéficiaires d'assurer une bonne irrigation agricole tout en ayant accès à l'énergie. En outre, des décortiqueurs et des séchoirs solaires, ainsi que des glacières, sont mis à la disposition des membres de ces organisations paysannes en vue de promouvoir la transformation des produits agricoles et piscicoles, tout en veillant à leur meilleure conservation et à leur stockage. Quant aux pisciculteurs, ils ont bénéficié de matériels comme les happas, les épuisettes et les aérateurs solaires pour pouvoir booster leur production.

Soutien financier. Par ailleurs, un financement de l'ordre de 1,6 milliard Ar a également été investi pour le développement de leurs projets d'exploitation dans ces trois filières ciblées. Les micro-projets de production et de commercialisation ont bénéficié d'un soutien financier atteignant les 24,3 millions Ar, tandis que le financement des projets d'exploitation agricole a atteint les 364,5 millions Ar. Il est à noter que le financement est assuré par l'Union européenne à hauteur de 95 % tandis que le reste est apporté par les bénéficiaires afin de garantir leur appropriation et la pérennité des projets. L'ONG AFDI a accompagné ces organisations paysannes, de la formation à la structuration organisationnelle et à la gestion jusqu'au montage des dossiers de subvention.

Filière riz : Homologation de six nouvelles variétés de semences

NAVALONA R. | 14 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Six nouvelles variétés de semences de riz viennent d'être homologuées dans la région DIANA. Il s'agit notamment de Madame Rozy, de Mogodro, de Mevavao, de Tsiafiko, de Bemamokatra et de Mahavotra. C'est le fruit de la collaboration active entre le centre régional de recherche de FOFIFA, dans la partie Nord-Ouest de Madagascar, et le programme AFAFI-Nord, financé par l'Union européenne, ainsi que le Service de contrôle des semences rattaché au ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Ces nouvelles variétés de semences de riz se distinguent par de nombreuses performances. À titre d'illustration, on enregistre des rendements de productivité plus élevés, entre 4

et 6 tonnes à l'hectare. Elles ont une qualité premium de « riz de luxe », dont deux variétés ont un goût aromatique très recherché aussi bien sur le marché local qu'international. En outre, leur cycle de production varie entre 100 et 140 jours, avec une excellente résistance aux maladies et au changement climatique. Ces fruits de recherche et de partenariat entre tous les acteurs concernés contribuent forcément à l'amélioration de la production et des revenus des producteurs, tout en assurant la stabilité des prix de cette denrée alimentaire. La sécurité alimentaire sera également renforcée, sans oublier la réduction de la dépendance du pays aux importations.

Exportation de crabes vivants : la saison 2026 s'ouvre avec deux entreprises

ARH. | 14 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Madagascar a lancé, le 12 janvier, la première vague d'exportation de crabes vivants pour la campagne 2026. Deux entreprises malgaches figurent parmi les premières à avoir concrétisé ces expéditions. Sans préciser la quantité exacte pour cette première expédition, les opérateurs concernés affichent un optimisme assumé quant à une nette amélioration des procédures administratives liées à l'exportation. « Les démarches sont désormais plus simples et plus fluides », confient-ils. Selon eux, « les blocages qui ont freiné le secteur pendant plusieurs années ont été levés ». Cette évolution est perçue comme un signal fort en faveur de la relance et de la compétitivité des entreprises locales. Les exportateurs appellent à la pérennisation de cette dynamique. « Nous souhaitons que cette coopération se poursuive afin de développer durablement la filière crabe », déclarent-ils en avançant un dialogue entre acteurs publics et privés.

Contexte réglementaire renouvelé

Les pays importateurs ont instauré, le 20 novembre 2025, de nouvelles exigences obligeant toutes les entreprises exportatrices à se réenregistrer. Madagascar s'est alignée sur ces dispositions, avec une validation officielle publiée le 8 janvier 2026. A ce jour, 12 entreprises sur les 54 recensées ont obtenu l'agrément des autorités

chinoises pour exporter des produits de la pêche et de l'aquaculture destinés à la consommation humaine.



Pour l'année 2026, l'Etat a défini un cadre précis en matière de quotas. Le ministre de la Pêche et de l'Economie bleue, Jaco Chan Kit Waye, a annoncé que « le quota prévisionnel des crabes vivants est fixé à 1.300 tonnes, sur une quantité totale maximale autorisée de 4.250 tonnes ». Le volume restant est réservé aux crabes congelés, principalement exportés en morceaux. La stratégie d'exportation cible clairement deux marchés. « Les crabes vivants seront majoritairement destinés à l'Asie, tandis que les produits congelés viseront l'Europe », a précisé le ministre. Une augmentation de 10 % des exportations de crabes vivants est également prévue.

Relance économique : renforcer la coordination entre l'Etat et le secteur privé

JEAN RIANA | 14 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Le ministère de l'Industrialisation et du développement du secteur privé (MIDSP) et les divers acteurs économiques issus du secteur privé à Madagascar se sont retrouvés lors de la Mini assise économique pour la relance économique, hier au Stade Barea Mahamasina. Une occasion de renforcer la coordination entre les deux parties et trouver ensemble des solutions aux problèmes auxquels font face le secteur privé.

« Il ne s'agit pas seulement d'une réunion technique, mais d'une étape stratégique pour la relance économique de Madagascar. Il est question de soutenir le secteur privé et d'attirer les investissements », a déclaré Andrianaina Rasoarahona, ministre de l'Industrialisation et du développement du secteur privé. Il a également ajouté qu'il n'y a pas de développement sans secteur privé actif et il n'y a pas de secteur privé sans le soutien de l'Etat, lequel coordonnant et développant des stratégies. Dans cette optique, la tenue de cette rencontre vise à délimiter les blocages qui empêchent le secteur privé de s'épanouir convenablement.

« Il s'agit entre autres de trouver les solutions prioritaires qui peuvent être réalisées à court terme afin que cette assise ne se limite pas aux discussions sur table, mais aboutisse à décision applicable pour renforcer

le dialogue et la communication avec le secteur privé », a souligné le ministre. Selon lui, ce processus permettra d'accélérer la transformation économique du pays, renforcer l'industrie nationale, promouvoir l'investissement privé et de créer des emplois décents pour les Malgaches.

Faire du secteur privé un réel moteur de développement

« On dit souvent que le secteur privé est le moteur de développement économique, n'empêche que de nombreux poids pèsent sur leurs épaules, ce qui l'empêche de s'épanouir rapidement », a spécifié Hery Lanto Rakotoarisoa, Président du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP). La Directrice générale du développement du secteur privé, Lala Disaine a évoqué que les questions relatives aux lois, aux taxes, au financement et à la

promotion des produits du label « Vita Malagasy » ont été les plus fréquemment mentionnées, principales sources de nombreuses plaintes des entrepreneurs, à l'issue d'une consultation de trois semaines organisée par le ministère.

« Nous espérons que cette assise puisse aboutir à un compromis qui fera du secteur privé un moteur de développement économique et non pas seulement en discours », a conclu le Président du GEFP.

Partenariat – Madagascar sollicite les capitaux et l'expertise émiratis pour sa transition énergétique

14 JANVIER | 2424.MG

Antananarivo, 14 Janvier, 6h30 – Madagascar se présente au Sommet de la “Semaine du développement durable 2026” (ADSW) comme un partenaire stratégique prêt à accueillir l'excellence émiratie. Durant la rencontre, la Grande île ne s'est pas contentée d'exposer sur place ses besoins mais avait également proposé un modèle de co-développement fondé sur la convergence entre capitaux, technologie et ressources naturelles. C'est ce qu'a notamment exposé le président de la Refondation de la République, le Colonel Michael Randrianirina durant son intervention lors de ce Sommet.

Le Chef de l'Etat malgache a mis en avant le potentiel national pour mener de front la transition énergétique de Madagascar durant ce grand rendez-vous. Mais il a également posé un diagnostic sur les freins qui ont longtemps paralysé le pays, à savoir le défi du leadership et de la gouvernance ainsi que le déficit de moyens et d'infrastructures.

Madagascar s'est alors positionné pour capter l'élan des investissements émiratis en Afrique. Le Colonel Michael Randrianirina s'est notamment appuyé sur l'enveloppe de 4,5 milliards de dollars dédiée par les Émirats Arabes Unis à la transition énergétique africaine. “Madagascar aimerait profiter aussi de cet investissement”, a-t-il plaidé. Tout en précisant toutefois que la Grande île ne voit pas les EAU comme de simples bailleurs, mais comme des partenaires de long terme.

Car au-delà du capital financier, l'expertise technique émiratie est également au cœur du partenariat que Madagascar veut établir. Le Colonel Michael Randrianirina a fait référence à des leaders mondiaux comme Masdar qui peuvent aider la Grande île dans l'hybridation de ses centrales thermiques. Et en s'appuyant sur le leadership éprouvé des Émirats Arabes Unis dans le déploiement d'infrastructures renouvelables, Madagascar entend transformer ce partenariat en un véritable levier d'accélération pour sa transition énergétique.

Perspectives économiques - Ramiarison prévoit une croissance de 6 % en 2026

IRINA TSIMIJALY | 15 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le ministre de l'Économie et des Finances, Herinjatovo Aimé Ramiarison, a présenté récemment les perspectives économiques pour 2026, annonçant une reprise notable après une année 2025 marquée par une croissance limitée à 3,5 %.

En bonne voie. Selon le ministre, « le fonctionnement de l'économie de l'État encourage et incite les secteurs privés à produire ».



Cette dynamique devrait se traduire par une croissance du produit intérieur brut (PIB) estimée à 6 % pour 2026, portée par des mesures visant à redresser l'économie et

à renforcer la confiance entre l'État, le secteur privé et les bailleurs de fonds.

Cette confiance est jugée cruciale pour assurer la stabilité économique.

« Il est essentiel de rétablir la confiance entre l'État et le secteur privé, car sans elle, il n'y a ni impôts ni financement », a expliqué le ministre. Dans ce contexte, le gouvernement a décidé de réduire les aides gratuites et les exonérations, et de se concentrer sur les indicateurs de performance afin de mieux mesurer la productivité et les résultats. « Nous voulons que chaque secteur démontre sa contribution réelle à la croissance et au développement », a-t-il ajouté.

Pour soutenir cette stratégie, un plan de développement économique est en préparation. Le ministre souligne que « lorsque l'économie fonctionne, la création d'emplois suit », et insiste sur le rôle clé du secteur privé.

Coopération

Dans ce cadre, un Fonds national de développement industriel (FNDI) sera créé afin de financer les entreprises, grandes, moyennes et surtout petites, qui constituent la majorité du tissu économique malgache.

La coopération avec les partenaires internationaux est également encouragée. Lors d'une rencontre avec le président de la Banque africaine de développement (BAD), celui-ci s'est dit « prêt à soutenir le développement économique et attend les résultats des assises nationales ».

Les réformes menées ces derniers mois ont déjà commencé à produire des effets concrets. Une meilleure

gouvernance, un renforcement de la lutte contre la corruption et la modernisation de l'administration fiscale et douanière ont permis d'augmenter les recettes publiques et de stabiliser le budget de l'État.

Parmi les secteurs porteurs, l'agriculture et le tourisme ont enregistré des progressions respectives de +1,5 % et +4,2 % en 2025, tandis que l'industrie a reculé de 0,7 %. Le gouvernement mise désormais sur la performance et la productivité pour accélérer la croissance et générer de nouveaux emplois, répondant ainsi aux défis économiques et sociaux du pays.

Financement des PME : Investissements de la SFI dans ADENIA Partners

R. EDMOND. | 15 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Une opportunité pour les petites et moyennes entreprises africaines et malgaches : la Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, prépare un investissement pouvant atteindre 50 millions de dollars dans Adenia Entrepreneurial Fund I.

Adenia Partners est une société de capital-investissement panafricaine basée à Maurice, spécialisée dans l'accompagnement d'entreprises africaines de taille moyenne, avec un fort potentiel de croissance.

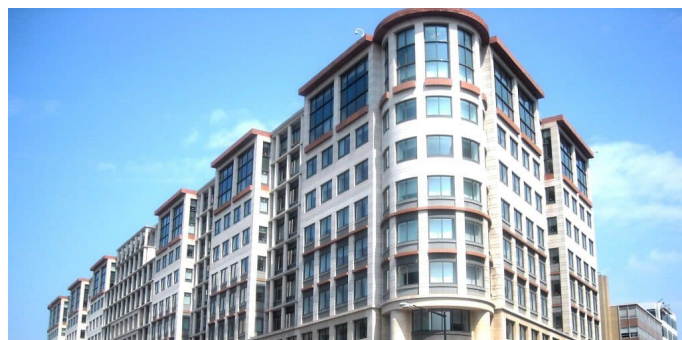
Secteurs variés

Elle a levé plusieurs fonds successifs destinés à investir dans des entreprises à travers l'Afrique, dans des secteurs variés comme les services, l'énergie, la santé, la manufacture, l'éducation et l'agroalimentaire. Selon l'Agence Ecofin, la SFI prévoit d'engager 30 millions de dollars directement dans le fonds, complétés par une enveloppe de co-investissement de 20 millions de dollars. Il s'agit d'un financement qui vise à aider des entreprises africaines de petite et moyenne taille, un segment clé de l'économie du continent mais structurellement sous-financé. « Il apportera des fonds pour soutenir leur croissance dans des secteurs importants pour l'économie, comme l'industrie légère, les biens et services de consommation, les énergies renouvelables, la santé et l'éducation. L'objectif est de renforcer ces entreprises, d'améliorer leur compétitivité et de contribuer à une économie plus solide et plus durable ».

Entre 150 et 180 millions de dollars

Dans la pratique, le fonds prendra des participations majoritaires dans les entreprises ciblées, lui permettant

ainsi de conduire des améliorations opérationnelles, de renforcer les pratiques de gouvernance et d'accompagner la mise en œuvre de stratégies de développement à long terme.



« Adenia Partners, gestionnaire du fonds et acteur du capital-investissement en Afrique, accompagnera les entreprises investies dans l'élaboration de leurs plans de croissance, la création de valeur, l'accès à une expertise sectorielle et la mobilisation d'assistance technique », précise l'Agence Ecofin. « Adenia Entrepreneurial Fund I ambitionne de lever au total entre 150 et 180 millions de dollars et prévoit d'investir dans une dizaine d'entreprises africaines, avec des tickets compris entre 10 et 20 millions de dollars, principalement pour financer des phases de croissance des entreprises. Il vise aussi un impact social fort, en créant des emplois, notamment pour les jeunes et les femmes ». Notons que l'opération, dans laquelle les entreprises malgaches peuvent être éligibles, est encore en attente d'approbation de la SFI, prévue le 11 février prochain.

JIRAMA : Le Gal Rasolomanana Hajatiana nommé DG par intérim, Fin de mission pour Ron Weiss

NAVALONA R. | 15 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Un nouveau directeur général par intérim a été nommé à la tête de la JIRAMA pour remplacer le directeur général Ron Weiss.

Il s'agit du général de division Rasolomanana Hajatiana. « Cette décision a été prise lors de la réunion du Conseil d'administration de la JIRAMA tenue le 12 janvier 2026 »,

a déclaré le général de division Itimar Ottman, le PCA de cette société d'État, qui plus est, le secrétaire général de la Présidence de la Refondation de la République. L'annonce a été faite lors de la passation de service entre le nouveau directeur général par intérim et son prédécesseur, hier, au siège de la JIRAMA à Ambohitovo. Dans son allocution, le nouveau DG par intérim s'est engagé à mener sa mission en s'appuyant sur les valeurs regroupées sous l'acronyme HOPE : humilité, opportunité, proactivité, promptitude et émulation. Il a souligné que la vie socio-économique de la nation dépend fortement des deux secteurs stratégiques que sont l'eau et l'énergie.



« Certes, la JIRAMA est confrontée à de nombreux défis, qu'ils soient techniques, financiers, organisationnels ou liés aux ressources humaines. Toutefois, je demeure convaincu que la société dispose d'un savoir-faire et d'une expertise locale capables d'apporter des solutions durables aux problèmes d'accès à l'eau et à l'électricité », a-t-il affirmé.

Lutte contre la corruption. Parmi ses priorités, le général de division Rasolomanana Hajatiana a cité la poursuite des travaux visant à réduire, voire éliminer, le délestage sur l'ensemble du territoire national, la rénovation des réseaux de distribution d'eau et d'électricité, ainsi que la protection des infrastructures d'adduction en eau potable. Il a également annoncé un accent particulier sur

la réduction des pertes techniques, l'assainissement des dettes de la JIRAMA, l'amélioration du taux de recouvrement, ainsi que la lutte contre la corruption, laquelle, selon lui, a été mise en évidence dans les documents de passation. Témoinant de son vécu personnel, le nouveau DG par intérim a rappelé qu'il connaît bien les difficultés d'accès à l'eau et à l'électricité. « Mon quartier, situé dans la capitale, a été privé d'eau pendant 218 jours rien que l'année dernière. J'ai adressé de nombreuses doléances via le numéro WhatsApp du service clientèle de la JIRAMA. Je suis ainsi passé du statut de client à celui de fournisseur, ce qui implique davantage de responsabilités », a-t-il confié. Il a appelé l'ensemble des agents de la JIRAMA à œuvrer collectivement pour la réussite de cette mission, insistant sur la nécessité de fournir au peuple des résultats concrets, plutôt que de simples discours. Il a également plaidé pour une collaboration étroite entre toutes les parties prenantes, notamment les prestataires, les fournisseurs et les ministères techniques.

Zones rouges. De son côté, la ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, le Dr Minosoa Anjaratiana Elia Razafindrianaina, a déclaré être disposée à travailler en étroite collaboration avec le nouveau directeur général par intérim de la JIRAMA. Elle a indiqué que 20 zones rouges, dépourvues d'eau, ont été recensées dans la capitale, citant notamment les quartiers d'Anjanahary, Ankadifotsy, Ambatomaro et Itaosy. Le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Ny Ando Jurice Ralitera, a, pour sa part, annoncé la mise en place d'un comité de redressement, chargé de la mise en œuvre du plan de redressement et d'assainissement de la société d'État.

Enfin, l'ancien directeur général de la JIRAMA, Ron Weiss, arrivé en fin de mission, a déclaré que l'accès à l'eau et à l'électricité demeure un défi majeur dans ce pays magnifique. De nombreux travaux ont été engagés pour améliorer la situation, même si beaucoup reste encore à faire. « En revanche, je suis satisfait de quitter la JIRAMA avec zéro délestage », a-t-il conclu.

Vakinankaratra : Maro ny fotodrafitrasa vita

NJAKA A. | 15 JANVIER | LES NOUVELLES

Maro sahadry ny fiovana amin'ny lafiny fambolena sy fiompiana any amin'ny faritra Vakinankaratra tao anatin'izay roa volana nitantanana ny minisitry Rasatarimanana José Nirina izay. Nataony laharam-pahamehana ny fanatsarana ny fotodrafitrasa. Miisa 12 ny Fikambanan'ny mpampiasa rano (AUE) notsidihin'ny teknisian'ny Fitantanam-paritry ny Fambolena sy ny fiompiana (DRAE) Vakinankaratra. Mirefy 398 km ny lakandrano nokojakojaina. Tombony lehibe ho an'i Vakinankaratra ny fisian'ny Foibe CFFAMMA Antsirabe. Miisa 19 ny tanora niofana ho mpamily fiara vaventy ho an'ny fambolena, tao anatin'ny roa volana. Efa vita koa ny fanadinana hidirana ho taona voalohany ao amin'ny sampam-piofanana momba ny milina ara-pambolena sy ny fampitaovana ara-pambolena. Notohanana

ny mpamboly sy mpiompy. Nitohy ny fanohanana ny tant-saha. Nahatratra 120 taonina ny zezika nozaraina tamin'ny tantsaha mihoatra ny 5 000. Miisa 5 ny teknisianin'ny DRAE Vakinankaratra niofana ho mpitsirika masomboly, ny novambra 2025. Mitotaly 59 ny « brigadiers phytosanitaires », manoloana ny firongatry ny aretina mpanimba voly, tamin'ny alalan'ny tetikasa Purpa. Eo am-panitarana ho 10 ha raha 1ha izao, ny toeram-pikarohana ara-pambolen'ny minisitry any Andranomanelatra, iarahana amin'ny tetikasa FSRP. Miara-miasa ny minisitry sy ny Fifamanor hampiroboroboana ny seha-pihariana ronono. Hampiharina ny fampanarahana enti-tanana sy ny fame-trahana lahin'omby. Hampiasaina ny vilona tsara kalitao.

Pénurie d'œufs : à quelles conditions peut-on installer un poulailler chez soi ?

15 JANVIER | FRANCEINFO

Fournir des œufs, dévorer vos restes et autres épluchures, procurer de l'engrais... Les poules rendent bien des services. Mais tout le monde ne peut pas se doter d'une basse-cour.

Vous l'avez sans doute remarqué ces derniers mois dans les supermarchés : les rayons œufs sont dégarnis, voire vides. En ce début d'année 2026, toutes les enseignes font face à des ruptures d'approvisionnement. Du jeudi 8 au samedi 10 janvier, cette tension a été aggravée par les conditions météo, la neige empêchant la circulation des camions dans plusieurs régions. Mais en règle générale, la population française consomme de plus en plus d'œufs et l'offre peine à répondre à la demande.

Dans ces conditions, des particuliers sont tentés d'adopter ou d'acheter des poules. Mais avant de se lancer, il faut s'assurer que toutes les conditions soient remplies.

Dans le jardin, mais pas n'importe où...

S'il s'agit de vous fournir en œufs frais à la maison, inutile de voir les choses en grand : au-delà de 50 volailles (poules, oies, pintades...) âgées de plus de 30 jours, vous basculez en effet dans la catégorie des éleveurs professionnels. Si vous êtes dès lors autorisé à vendre les œufs de vos colocataires, ce statut de producteur s'accompagne de règles strictes et nombreuses, notamment une déclaration auprès de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP). Sous ce palier, en revanche, il est techniquement possible d'installer un poulailler pour subvenir à vos besoins dans votre jardin ou même sur la terrasse de votre appartement. Mais attention : même pour un petit élevage dit « familial », il convient de vérifier que votre maire n'a pas pris d'arrêté qui restreindrait cette pratique et que celle-ci est autorisée par le règlement de votre lotissement ou de votre copropriété.

Même si vous êtes l'heureux propriétaire d'un vaste jardin, vous ne pouvez pas installer vos poules où bon vous semble. L'article 153 des règlements sanitaires départementaux, consacré aux activités d'élevage (même familial), précise qu'un poulailler de moins de 10 poules doit être installé à « au moins 25 mètres » du local habité le plus proche. Au-delà de 10 cocottes, la distance minimale à respecter entre le poulailler et les habitations passe à 50 mètres. Soit une distance assez courte pour vous permettre d'aller chercher vos œufs en peignoir et en Crocs, mais assez importante pour que vos voisins ne soient pas incommodés par la présence des animaux.

Enfin, si vous vivez en Ile-de-France, mieux vaut parfois renoncer à vos rêves d'œufs frais en provenance du

jardin. Dans les 410 communes qui composent l'unité urbaine de Paris, l'Agence régionale de santé (ARS) recommande de ne pas consommer d'œufs issus des poulaillers domestiques. Cette consigne a été prise après qu'une étude des autorités sanitaires, publiée en novembre 2023, a révélé la présence de polluants organiques persistants dans les œufs pondus dans 25 poulaillers. Elles invitent les habitants à préférer des œufs issus de la filière commerciale, « qui font l'objet de contrôles prévus réglementairement. »



... ni n'importe comment

Si vous envisagez de construire un poulailler en dur fixé au sol, il faudra aussi respecter le Code de l'urbanisme dès lors que la structure fait plus de 5 m² au sol et mesure plus de 1,80 m de hauteur. Comme pour un abri de jardin, un tel bâtiment tombe sous le coup de la taxe d'aménagement, un impôt local aussi surnommé « taxe abri de jardin » ou « taxe poulailler », à ne payer qu'une fois, et dont le montant est déterminé par un barème détaillé sur le site service-public. Entre 5 et 20 m², il est impératif de remplir une déclaration préalable de travaux et, au-delà de 20 m², de demander un permis de construire.

Comme les clapiers à lapins et les pigeonnières, les poulaillers, même petits et mobiles, « doivent être maintenus constamment en bon état de propreté et d'entretien » et « désinfectés et désinsectisés aussi souvent qu'il est nécessaire », peut-on enfin lire dans l'article 26 des règlements sanitaires départementaux.

Secteur énergie - Le FMI en mission d'évaluation à Madagascar

IRINA TSIMIJALY | 16 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le FMI effectue une mission à Madagascar pour évaluer les progrès du secteur énergétique.

Une délégation du Fonds monétaire international (FMI) est présente à Madagascar depuis le 12 janvier. La mission, qui se poursuivra jusqu'à ce jour, est dirigée par Lonkeng Constant, adjoint du représentant permanent du FMI dans le pays, Eklou Kodjovi. Elle a pour objectif d'évaluer les progrès réalisés dans plusieurs secteurs clés, en particulier le secteur de l'énergie.



Durant cette mission d'une semaine, les représentants du FMI ont multiplié les rencontres avec les responsables nationaux. Une réunion importante s'est tenue mercredi à Antananarivona, réunissant le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH).

Lors de ces échanges, les autorités malgaches ont présenté les mesures mises en œuvre au cours des deux derniers mois. Celles-ci concernent notamment la Jirama, le secteur énergétique dans son ensemble et les fluctuations des prix des carburants à Madagascar.

Le FMI a exprimé sa satisfaction : « Nous sommes encouragés par les efforts du gouvernement et les résultats obtenus dans le secteur de l'énergie. Nous espérons que ces mesures seront poursuivies et renforcées dans les prochains mois. »

Le directeur général par intérim de l'Office national des hydrocarbures (ONH), Cydolain Raveloson, a précisé les

priorités dans le secteur de l'énergie : Deux points ont été examinés : l'électricité, qui concerne la Jirama, et les hydrocarbures.

Les mesures

Pour les hydrocarbures, c'est la question de l'ajustement des prix à la pompe qui est analysée. Cela a été fait au cours des six derniers mois. De plus, la loi et les prévisions pour le premier semestre 2026 ont été votées. Il rajoute : « Nous importons et il y a toujours un risque, car le prix du pétrole peut augmenter à l'international. Il y a aussi la question des devises, ce qui pourrait poser problème. Cependant, malgré le contexte géopolitique, la situation reste favorable pour nous. »

Concernant la Jirama, le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Ny Ando Jurice Ralitera, a commenté, pendant la passation du poste de directeur général par intérim, les consignes données et ce qui a été fait : « La différence réside dans le suivi et le contrôle. » Un nouveau comité de suivi sera mis en place, notamment pour l'assainissement financier et la gouvernance. Un appel à candidatures sera lancé pour le poste de directeur général titulaire, tout en restant dans le cadre du plan de redressement adopté en avril 2025. Le ministre a précisé que le plan de redressement reste inchangé sur le fond.

Le FMI avait formulé plusieurs exigences pour améliorer durablement le secteur énergétique, dont le redressement de la Jirama, la mise en place d'un mécanisme automatique d'ajustement des prix des carburants, ainsi que des réformes structurelles et de gouvernance visant à renforcer la transparence et l'efficacité de la gestion de la Jirama et du secteur énergétique.

Madagascar a déjà commencé à appliquer plusieurs de ces mesures.

Le FMI a salué ces avancées : « Les mesures déjà mises en œuvre sont encourageantes. Nous attendons des progrès supplémentaires lors de nos prochaines missions. »

Artisanat - Tefy Hambinintsoa Ranaivo, le bâtisseur qui croyait en l'humain

IRINA TSIMIJALY | 16 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Il avançait avec discrétion, mais son regard était toujours tourné vers les autres. Hambinintsoa Tefy Ranaivo, Maître Tefy, aussi connu sous le nom de Tefy Mahafaly, s'est éteint le 14 janvier 2026 à l'âge de 63 ans, après de longs mois de lutte contre la maladie. Sa disparition laisse un vide profond dans le monde de l'artisanat malgache, mais aussi dans le cœur de celles et ceux qu'il a accompagnés et encouragés.

Dans le monde du judo, il était une référence. Professeur, éducateur et pilier du Judo Club Saint-Michel d'Amparibe, dont il fut pendant près de quinze ans secrétaire général,

il a formé des générations de judokas. Maître Tefy transmettait la rigueur, le respect et le dépassement de soi, mais surtout la confiance. Il donnait sa chance à tous, sans distinction, et portait une attention particulière aux jeunes, qu'il accompagnait avec exigence et bienveillance. Défenseur engagé de l'équipe nationale, il croyait à un judo malgache ouvert sur le monde et fut à l'origine de nombreux partenariats internationaux.

Dans l'artisanat, il partageait la même vision. Artisan, créateur et visionnaire, Tefy Ranaivo voyait le travail manuel comme un levier de développement et le produit

local comme une réponse durable. En fondant Mahafaly Création en 2009, puis en relançant l'entreprise en 2011, il a misé sur la transformation locale. Textiles, soies, bijoux en pierres précieuses et lambahoany revisités portaient sa signature : un mélange de tradition, de respect de l'environnement et d'économie responsable.

Au-delà des objets, Tefy croyait en l'humain. Nombre d'artisans et d'apprentis ont fait leurs premiers pas grâce à lui, trouvant en lui un guide patient, exigeant mais profondément bienveillant. Élu président de la Chambre des

Métiers et de l'Artisanat d'Analamanga, il œuvrait pour professionnaliser le secteur, favoriser les partenariats et l'ouverture à l'international. En 2024, il a coordonné le programme Hetsika Maroloko Tsena, vitrine collective des talents malgaches.

Pédagogue dans l'âme, il défendait l'intégration de l'artisanat dans l'enseignement et soutenait des initiatives comme les foyers économes Fatana Mitsitsy, tout en dénonçant les obstacles du secteur. Jusqu'à ses derniers mois, malgré la maladie, il préparait l'avenir.

Techfest 2025 : Madagascar dans le Top 10 mondial, Orange et STEM for Good accélèrent

ANTSA R. | 16 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Les équipes malgaches ont franchi un nouveau cap au Techfest 2025, à Mumbai, en se classant dans le Top 10 mondial, après un Top 20 l'an dernier. Seules représentantes africaines à atteindre la finale, elles confirment la montée en puissance des talents malgaches sur la scène technologique internationale. Au-delà du classement, cette progression est l'indicateur d'un gain de maturité. L'expérience accumulée, les échanges avec d'autres délégations et l'exposition aux standards mondiaux deviennent des acquis structurants, capables d'ancrer des progrès durables dans les disciplines scientifiques et technologiques. Cette participation a été rendue possible grâce au soutien d'Orange Madagascar et de ses partenaires, notamment à travers une contribution financière et un appui logistique apportés à l'association STEM for Good Haute Matsiatra, chargée de préparer et d'accompagner la délégation. Pour Orange Madagascar, l'enjeu dépasse la performance d'une compétition. Développer le capital humain, former, encadrer et confronter les jeunes à des défis d'envergure internationale est perçu comme un levier essentiel pour bâtir un écosystème numérique solide et durable à Madagascar.

Accélération

L'initiative s'inscrit d'ailleurs dans une dynamique installée depuis plusieurs années. Orange Madagascar et STEM for Good se positionnent comme des partenaires stratégiques du ministère du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT), en cohérence avec les priorités nationales en matière de

compétences, d'innovation et d'inclusion numérique. L'année 2026 est annoncée comme une nouvelle phase d'accélération. Orange Madagascar réaffirme son engagement aux côtés du MNDPT et de STEM for Good, notamment via les actions d'Orange Digital Center, pensé comme un point d'appui pour élargir l'accès aux compétences numériques et renforcer l'accompagnement des jeunes. Dans cette continuité, le partenariat avec STEM for Good doit monter en puissance à travers des projets communs. L'association contribuera à la mission d'inclusion numérique d'Orange Digital Center en mettant à disposition son expertise et en mobilisant ses mentors.



L'objectif affiché est clair : poser les bases d'un partenariat de long terme pour structurer et développer une filière STEM durable, innovante et accessible, afin que davantage de jeunes talents malgaches puissent se former, se révéler et, demain, porter des solutions à impact au service du pays.

Secteur aérien : Air Madagascar et Madagascar Airlines démentent les allégations de vente d'actifs

R. EDMOND. | 16 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Il n'y a pas eu de vente illicite de pièces, d'équipements ou de bâtiments appartenant à Air Madagascar. Dans un communiqué conjoint publié hier, Air Madagascar, représentée par les syndicats judiciaires ; et Madagascar Airlines ont démenti formellement ces allégations. « Aucune vente illicite d'actifs n'a été réalisée, ni par Madagascar Airlines,

ni par ses équipes », précisent les deux compagnies. « Les actifs mentionnés ne relèvent pas de la gestion actuelle de Madagascar Airlines. La gestion des actifs d'Air Madagascar s'inscrit exclusivement dans le cadre de la Procédure collective d'apurement du passif en cours, sous la supervision des syndicats et le contrôle des autorités

compétentes. Les syndicats ne peuvent procéder à la vente de ces actifs sans autorisation préalable du Tribunal de commerce ». Une manière pour Air Madagascar et Madagascar Airlines de confirmer leur engagement en faveur de la transparence, du respect du cadre légal et de la préservation du patrimoine aéronautique national. « Air

Madagascar et Madagascar Airlines se réservent le droit d'engager toute action légale appropriée à l'encontre de la diffusion de fausses informations susceptibles de nuire à leur image. Les deux entités restent disponibles pour toute vérification, contrôle ou audit par les instances légalement habilitées ».

CEO Summit 2026 : Antananarivo ouvre de nouveaux horizons économiques

ARH. | 16 JANVIER | MIDI-MADAGASCAR

Antananarivo accueillera les 9 et 10 avril, la 2e édition du CEO Summit, considérée comme un rendez-vous majeur des décideurs économiques africains et internationaux. Plus de 1.000 participants sont attendus, un record pour ce sommet sous le thème : « Nouveau paradigme, nouveaux horizons : osons réinventer l'avenir ».

Après un lancement officiel en décembre au Novotel Antananarivo, les organisateurs confirment la montée en puissance de cette plateforme régionale. Lors d'une rencontre avec la presse, hier, au Novotel, ils ont promis une édition « inédite », avec des résultats concrets et une forte dimension internationale.



La fondatrice du sommet, Tantely Rakotomalala, CEO de Becom, est revenue sur les acquis de la première édition tenue en décembre 2024. « Nous avons réuni 579 dirigeants et décideurs, avec 91 intervenants issus de 11 pays et 74 institutions partenaires », a-t-elle rappelé. Selon elle, le CEO Summit dépasse le cadre des échanges théoriques et « viennent pour ouvrir des marchés, sécuriser

des débouchés, créer des alliances, signer des accords et générer des impacts positifs réels ».

Sud-Sud

Même constat du côté de Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des industries de Madagascar (SIM) et co-organisateur. « Cette deuxième édition sera une opportunité pour mettre en commun les visions nécessaires au développement de Madagascar et de la région », a-t-il déclaré. Il a assuré la participation annoncée de la Tunisie, de la Guinée, ainsi que l'intérêt exprimé par Business France. « La Réunion, Maurice, les Seychelles et les Comores sont déjà parties prenantes depuis le début », a-t-il ajouté avant d'annoncer une tournée régionale prévue en février pour renforcer la coopération dans l'océan Indien. La CEO de l'EDBM, Josiella Rafidy, a assuré pour sa part que « lors de la première édition, nous avons fédéré les agences de promotion des investissements des îles voisines ». « Nous avons mis en place un cadre de collaboration pour soutenir le dialogue entre décideurs économiques et politiques à l'échelle régionale ». Fort de ses résultats passés, le CEO Summit 2026 ambitionne d'aller plus loin. Innovation, durabilité, économie verte et bleue, financement et coopération Sud-Sud seront au cœur des débats.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

